



ACTUALITES EN BREF DU MERCREDI

- Une nutrition malsaine est une catastrophe en matière de santé publique - expert
- Autonomiser les femmes rurales est crucial pour le développement
- Les Missions de l'ONU en Côte d'Ivoire et au Libéria vont coopérer davantage
- L'ONU appelle les Etats à s'attaquer à la violence liée à l'orientation sexuelle
- L'ONU envoie une équipe à Brazzaville suite à une explosion meurtrière
- Haïti : la MINUSTAH aide à curer les ravines pour sauver des vies
- L'aide alimentaire du PAM contribue à autonomiser les femmes
- RDC : la MONUSCO reçoit quatre hélicoptères militaires ukrainiens
- Libye : la MANUL demande au Conseil de sécurité de poursuivre son soutien
- Après l'élection d'un nouveau Président, le Yémen face à la tâche du redressement

Une nutrition malsaine est une catastrophe en matière de santé publique - expert



Olivier De Schutter.

7 mars - Le Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, a averti mardi que les systèmes alimentaires mondialisés et la propagation du style de vie à l'occidentale ont créé une catastrophe en matière de santé publique avec plus d'un milliard de personnes au monde qui souffrent de malnutrition et un autre milliard de personnes qui souffrent de surpoids ou d'obésité.

« Nos systèmes alimentaires créent des gens malades », a déclaré M. De Schutter lors de la présentation de son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève. « Le droit à l'alimentation signifie non seulement un accès à une quantité adéquate de nourriture, mais aussi bénéficier d'un régime alimentaire équilibré », a-t-il ajouté en exhortant les gouvernements à assurer le droit de leurs citoyens à une alimentation saine.

Dans son rapport, M. De Schutter a identifié cinq priorités pour réintroduire le souci nutritionnel dans les systèmes alimentaires aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement.

Il s'agit selon lui d'augmenter la taxe sur les produits malsains, de réguler les aliments riches en graisses saturés, en sel, en sucres, d'introduire une régulation plus restrictive pour la publicité sur les aliments malsains, de revoir les politiques agricoles qui subventionnent la production d'ingrédients malsains, et enfin de soutenir la production alimentaire locale.

« L'urbanisation, et la propagation du style de vie occidental ont bouleversé les habitudes alimentaires locales. Le résultat est une catastrophe en matière de santé publique. Les gouvernements se sont concentrés sur la mise à disposition suffisante de calories, mais ils ont souvent négligé de s'intéresser au type de calories offertes, à quel prix et la façon dont elles ont été produites », a rappelé M. De Schutter.

Le Rapporteur spécial a expliqué que l'abondance des aliments fortement transformés est un facteur majeur de l'épidémie de maladies liées à la nutrition puisque ces types d'aliments sont souvent plus riches en graisses saturés, en acides gras, en sel et en sucres.

Selon M. De Schutter, cela a pour résultat que les enfants abusent des aliments malsains dont ils sont la cible. C'est d'ailleurs souvent les groupes les plus pauvres de la population dans les pays riches qui sont le plus affectés par les aliments fortement transformés, car ils sont souvent moins chers que les aliments naturels et sains.

« Nous avons laissé la responsabilité d'assurer un équilibre nutritionnel aux entreprises agro-alimentaires. Des lignes directrices non-contraignantes et d'autres initiatives n'ont pas réussi à créer un système qui fonctionne, et nous n'avons toujours pas réussi à assurer la disponibilité d'un régime alimentaire sain et équilibré », a dit l'expert.

« Des stratégies ambitieuses et ciblées peuvent fonctionner, mais seulement si les systèmes alimentaires sont bien conçus », a-t-il ajouté.

Autonomiser les femmes rurales est crucial pour le développement



Des femmes pillent le millet dans le village de Paoua en République Centrafricaine. Photo: Anthony Morland/IRIN

7 mars - "Emancipation de la femme - mettre un terme à la faim et la pauvreté", tel est le thème de la Journée internationale de la femme, qui a été célébrée mercredi lors d'une manifestation au siège des Nations Unies à New York.

« Jamais les femmes n'ont été aussi nombreuses parmi les chefs d'Etat ou de gouvernement ni, en proportion, aux postes ministériels. Je compte le nombre de femmes ambassadrices à l'ONU tout le temps, et je suis content de constater que ce nombre a nettement augmenté depuis que j'ai pris mes fonctions », a déclaré le Secrétaire général Ban Ki-moon dans son message pour la Journée, qui est officiellement célébrée le 8 mars à travers le monde.

Les femmes rurales jouent un rôle crucial dans leurs foyers et dans leurs communautés. Elles contribuent au développement agricole et rural, à la sécurité alimentaire et aident à réduire le niveau de pauvreté dans leurs communautés. Selon ONU-Femmes, les femmes rurales représentent 43% des travailleurs agricoles dans le monde et jusqu'à 70% de la force de travail agricole dans certains pays.

En dépit de leur nombre et de leurs contributions, les femmes rurales continuent à faire face à de multiples obstacles dont l'accès limité aux services de santé et d'éducation, des inégalités face aux hommes et un accès limité au crédit.

"Les femmes et les filles rurales - à qui cette Journée internationale de la femme est dédiée - composent près d'un quart de la population mondiale, et pourtant elles figurent toujours très bas dans les indicateurs économiques, sociaux et politiques, et cela dans des domaines allant des revenus à l'éducation en passant par la participation à la prise de décision", a indiqué M. Ban.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que si les femmes pouvaient bénéficier d'un même accès aux ressources de production que les hommes, elles pourraient augmenter le rendement sur leurs terres de 20 à 30%. Par conséquent, entre 100 et 150 millions de personnes pourraient ne plus souffrir de la faim.

« C'est un fait établi que les femmes sont en général les premières à souffrir lorsque les droits fondamentaux sont menacés. Les crises alimentaires, les guerres et les conflits, le changement climatique, les récessions économiques et autres bouleversements de la société affectent souvent les femmes de manière disproportionnée », a rappelé la Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay.

« Mais ce qui est moins reconnu, c'est que les femmes peuvent être, et sont de fait, de puissants agents du changement. On peut compter sur elles pour faire face à des défis apparemment insurmontables, avec une grande force de caractère, de la créativité et de l'intelligence », a-t-elle ajouté.

De son côté, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les violences faites aux femmes, Rashida Manjoo, est revenue sur les inégalités persistantes entre les genres. Les femmes rurales font l'objet de discriminations notamment dans l'accès aux ressources et aux biens, et elles sont aussi plus souvent chargées du travail non rémunéré au sein des familles ou du travail à faible rémunération. Les femmes sont plus souvent victimes de violences et elles ont moins d'accès au instrument légaux pour obtenir réparation pour les violations de leurs droits humains.

« La réalisation des droits économiques et sociaux des femmes rurales, un accès égal aux biens et ressources, y compris des droits à l'héritage égaux aux hommes, sont des pas nécessaires pour rompre la dépendance des femmes à leurs maris et à leurs familles. Un environnement politique et légal attentif et sensible qui promeut l'autonomisation et l'indépendance des femmes est également essentiel », a souligné Mme Manjoo.

Cette année, la Journée internationale de la femme a lieu au cours de la 56e session de la Commission de la condition de la femme (CSW), qui se déroule à New York du 27 février au 9 mars. Le principal thème de cette session est aussi l'émancipation des femmes rurales pour mettre un terme à la faim et la pauvreté.

Les Missions de l'ONU en Côte d'Ivoire et au Libéria vont coopérer davantage



Le Représentant spécial de l'ONU en Côte d'Ivoire, Bert Koenders.

7 mars - Les Missions des Nations Unies en Côte d'Ivoire et au Libéria ont adopté mercredi un plan d'action pour renforcer leur coopération au niveau de la frontière commune aux deux pays, a indiqué l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) dans un communiqué de presse.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders, le Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour le Libéria, Moustapha Soumaré, et le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit, ont achevé mercredi à Abidjan, une réunion destinée à évaluer la coopération entre l'ONUCI et la Mission au Libéria (MINUL).

La rencontre s'est déroulée en présence des Commandants des Forces des deux missions onusiennes et de plusieurs agences du système des Nations Unies des deux pays.

A l'issue de la réunion, M. Koenders a présenté les priorités du plan d'action. Il a annoncé que « l'Opération Mayo », qui consiste en une coopération entre les forces militaires de police et de gendarmerie des deux missions serait réactivée.

« Nous croyons maintenant qu'il faut une rencontre bien préparée avec un plan d'action soutenu par les autorités des deux pays pour combattre les problèmes de la région que sont l'impunité, la lutte contre les rumeurs à travers des patrouilles mixtes. La frontière est poreuse mais elle doit donner aux citoyens la sécurité du retour et elle n'appartient ni aux mercenaires ni aux personnes en armes », a estimé M. Koenders.

Le Chef de l'ONUCI a également annoncé dans le cadre de ce plan, le lancement d'un programme communautaire destiné à réduire les violences en intensifiant la démobilisation et en accroissant la récupération des armes dans un contexte de prévention des conflits. Selon M. Koenders, un troisième volet sera consacré à une campagne de communication conjointe « La Radio ONUCI- FM pourrait travailler avec Radio UNMIL dans les langues locales mais aussi en français, pour donner des informations impartiales des deux côtés de la frontière », a-t-il dit.

L'aspect humanitaire est également pris en compte à travers la distribution de semences des deux côtés de la frontière afin de ne léser aucune partie, a indiqué M. Koenders. Les préfets et autres gouverneurs bénéficieront ainsi d'un soutien dans le cadre de ce plan d'action. Il s'agira de renforcer l'autorité de l'Etat des deux côtés de la frontière.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit, a exprimé sa satisfaction d'avoir participé à cette réunion de coordination et indiqué qu'il avait pu partager avec les participants, quelques idées sur une stratégie sous-régionale en préparation avec les Missions et le système des Nations Unies dans la sous-région. « Cette réunion a contribué à renforcer la coopération entre la MINUL et l'ONUCI pour aider le Libéria et la Côte d'Ivoire à faire

face aux défis transfrontaliers au niveau de leur frontière commune et d'assister à l'adoption d'une feuille de route commune sur la meilleure façon d'accompagner les deux pays dans un meilleur contrôle des menaces et des défis », a souligné M. Djinnit.

L'ONU appelle les Etats à s'attaquer à la violence liée à l'orientation sexuelle



Un homme agite le drapeau arc-en-ciel, symbole international des droits des gays, lesbiennes, bisexuels et transgenres.

7 mars - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté mercredi les États membres à lutter contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et a estimé que les pays ne pouvaient pas continuer à ignorer ces violations graves des droits de l'homme.

« Nous constatons une tendance à la violence et aux discriminations contre les personnes simplement parce qu'il s'agit de gays, de lesbiennes, de bisexuels ou de transgenres, » a déclaré Ban Ki-moon dans un message vidéo lors de la première session du Conseil aux droits de l'homme des Nations Unies consacrée à ce sujet.

« C'est une énorme tragédie pour les personnes affectées et une tâche sur notre conscience collective. C'est aussi une violation du droit international », a-t-il dit.

M. Ban s'exprime contre la violence fondée sur l'orientation sexuelle depuis des années. En 2010, il a salué la décision « courageuse » du Président du Malawi, Bingu wa Mutharika, de gracier un couple homosexuel qui avait été condamné à 14 ans de prison et a appelé le gouvernement à dépénaliser les relations homosexuelles. Plus récemment, au cours d'une visite en Zambie, il a souligné la nécessité de garantir les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

Le Secrétaire général a rappelé aux 47 membres du Conseil des droits de l'homme qu'un changement historique était en cours alors que davantage de pays prennent conscience de la gravité de ce type de violence et de discrimination.

« Aux lesbiennes, gays, bisexuels ou transgenres, permettez-moi de dire : vous n'êtes pas seuls. Votre lutte pour mettre fin à la violence et la discrimination est un combat partagé. Toute attaque contre vous est une attaque contre les valeurs universelles de l'Organisation des Nations Unies que j'ai jurées de défendre et de respecter. Aujourd'hui, je suis avec vous et je demande à tous les pays et à tous les individus d'être aussi avec vous », a-t-il dit.

Au moins 76 pays ont encore des lois qui criminalisent les relations homosexuelles, ou qui contiennent des interdictions vagues appliquées de manière discriminatoire pour poursuivre les lesbiennes, gays, bisexuels ou transgenres.

La Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a déclaré de son côté que ces lois étaient non seulement une violation du droit international des droits humains, mais causaient aussi des souffrances inutiles, renforçaient la stigmatisation, alimentaient la violence et sapaient les efforts visant à lutter contre la propagation du VIH/sida.

« Je sais que certains résistent à ce que nous disons. Il se peut qu'ils disent que l'homosexualité et l'expression d'une identité transgenre sont en conflit avec les valeurs traditionnelles et les cultures locales, ou avec les enseignements religieux, ou que cela va à l'encontre de ce que pense l'opinion publique », a dit Mme Pillay lors de la séance historique du Conseil des droits de l'homme.

Les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres font encore face à une opposition au sein de l'ONU. S'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), le représentant du Pakistan a dit à la réunion qu'il s'était constamment et fermement opposé à la notion controversée de l'orientation sexuelle, qui est, selon lui, vague et trompeuse, n'a pas de définition qui fait consensus et n'a pas de fondement juridique en droit international.

Mme Pillay a estimé que « la balance entre la tradition et la culture, d'une part, et les droits de l'homme universels, de l'autre, doit pencher en faveur des droits ». « Aucune opinion personnelle, aucune croyance religieuse, aussi profonde ou largement répandue soit elle, ne pourra jamais justifier de priver un autre être humain de ses droits fondamentaux. »

La Haut commissaire a également présenté la première étude des Nations Unies documentant les violations des droits dont sont victimes les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres à travers le monde, et a formulé des recommandations aux Etats membres.

Le rapport révèle que la violence contre les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres a lieu dans toutes les régions du monde, souvent avec le consentement des gouvernements. Les incidents signalés comprennent des assassinats ciblés, des agressions violentes et des actes de torture et de violence sexuelle.

Il montre également que les pratiques discriminatoires affectent la capacité des individus à jouir de leurs droits au quotidien sur leur lieu de travail et à l'école, où ils courent le risque d'être victimes d'intimidation, ce qui conduit les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres à l'isolement, à la dépression et, dans certains cas, au suicide.

Le rapport appelle les États à améliorer les enquêtes et les poursuites contre la violence homophobe et transphobe afin de traduire les auteurs devant la justice, et à « changer les lois discriminatoires qui traitent les personnes comme des criminels sur la base de leur orientation sexuelle ou identité de genre. »

En outre, il les exhorte à reconnaître que cette violence est le résultat de préjugés, qui doivent être combattus par des campagnes d'éducation et d'information s'attaquant à l'homophobie et aux stéréotypes négatifs.

« Aujourd'hui, nous avons tous l'occasion de commencer ensemble un nouveau chapitre pour mettre fin à la violence et à la discrimination contre toutes les personnes, indépendamment de leur orientation sexuelle et identité de genre », a déclaré Mme Pillay. « C'est un moment historique pour le Conseil et pour l'Organisation des Nations Unies. »

L'ONU envoie une équipe à Brazzaville suite à une explosion meurtrière



La Sous Secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires, Catherine Bragg. Photo ONU/JC McIlwaine

7 mars - L'ONU a déployé mercredi en République du Congo une équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes pour assister les autorités et l'ONU sur place, suite à l'explosion d'un dépôt de munitions à proximité de la capitale Brazzaville le 4 mars qui a fait au moins 200 morts et blessé quelque 1.500 personnes.

« Cette catastrophe nous rappelle tristement les défis complexes posés par les catastrophes technologiques, particulièrement dans un environnement urbain. Il est très important que les considérations environnementales soient pleinement intégrées à la réponse humanitaire afin d'assurer une aide efficace », a déclaré la Sous Secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires, Catherine Bragg, dans un communiqué de presse.

L'équipe, qui est composée de quatre membres spécialisés dans les questions humanitaires et environnementales, va effectuer une évaluation complète du site de la catastrophe. L'étendue des dégâts causés par l'explosion n'est pas encore connue exactement, mais de nombreuses maisons autour du site de l'explosion ont été détruites, ainsi que d'autres édifices et infrastructures. Les gens de la zone sont toujours en danger à cause des munitions non-explosées qui ont été éparpillées par l'explosion.

« Des urgences telles que celle-ci sont malheureusement de plus en plus fréquentes dans les zones densément peuplées et dans un contexte d'urbanisation rapide. Les personnes qui vivent à proximité de sites militaires ou industriels sont exposés à un plus grand nombre de catastrophes environnementales ou humanitaires », a rappelé Mme Bragg.

Haïti : la MINUSTAH aide à curer les ravines pour sauver des vies



Véhicules blindés de la MINUSTAH. Photo: MINUSTAH

7 mars - Les autorités haïtiennes, avec l'appui des compagnies de génie japonaise, brésilienne, chilienne et paraguayenne de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH), ont lancé cette semaine des travaux de curage des ravines de la capitale Port-au-Prince pour prémunir les populations contre les inondations en saison pluvieuse.

Le lancement de ces travaux a eu lieu le 5 mars en présence du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti, Nigel Fisher, le Délégué du Département de l'Ouest, Louis Gonzague Edner Day, la Maire de Pétion ville, Claire Lydie Parent, le Maire assesseur de Tabarre, Jean-Bernard Chassagne, l'assistant du Directeur des travaux publics, transport et communication (TPTC), Nader Joasius, et le Député de la première circonscription de Port-au-Prince, Rodrigue Séjour, a indiqué la MINUSTAH dans un communiqué de presse.

Port-au-Prince et ses environs, à l'instar de plusieurs autres villes départementales, fait face, à chaque période de pluies, à de sérieux problèmes d'inondation, synonymes de pertes en vies humaines et de dégâts matériels considérables. En effet, l'eau qui coule du sommet des mornes emporte tout sur son passage, les ravines étant le plus souvent transformées en poubelles à ciel ouvert où sont déversés des déchets plastiques, métalliques, chimiques et organiques.

Parmi les ravines ciblées figurent le Canal Bois-de-Chêne (à Portail Léogâne), de Fort-Dimanche et de Belvil. Chaque site sera débarrassé de ses déchets pendant environ 25 jours.

Les travaux ont commencé à Portail Léogâne où le Canal Bois-de-Chêne est très encombré par endroits, notamment au niveau du « Village de Dieu », du Théâtre National et de la Rue Capois. Sur place, étaient donc à pied d'œuvre des ingénieurs du Ministère des travaux publics, transport et communication. A leurs côtés, 65 ingénieurs des compagnies de génie japonaise, brésilienne, chilienne, et paraguayenne, qui ont mis à disposition 26 camions à bennes, 13 pelles mécaniques et 1 bulldozer.

« Ces travaux sont effectués durant la saison sèche afin d'éviter des dégâts lors de la saison pluvieuse », a dit le Délégué du Département de l'Ouest, Louis Gonzague Edner Day.

Quelque 1.290 personnels des six compagnies de génie militaire de la MINUSTAH contribuent à la réhabilitation d'infrastructures vitales à travers le pays, en particulier des routes, ponts et systèmes de drainage.

L'aide alimentaire du PAM contribue à autonomiser les femmes



Molly au Kenya bénéficie de l'aide du PAM. Photo PAM/R. Skullerud

7 mars - A l'occasion de la Journée internationale de la femme célébrée le 8 mars, le Programme alimentaire mondial (PAM) a tenu à rappeler que son assistance permettait aux adolescentes de s'épanouir et de devenir des femmes autonomes, comme par exemple Molly, une jeune fille qui vit dans un bidonville de Nairobi au Kenya.

« Les gens demandent souvent ce qu'il faut faire pour vaincre la faim. La réponse est toute simple : émanciper les femmes car elles constituent l'arme secrète contre la faim », déclare la Directrice exécutive du PAM, Josette Sheeran.

Même si Molly ne possède pas grand chose, elle est exactement comme d'autres filles de son âge. Elle a sa musique préférée, ses jeux favoris et ses meilleurs amis. Elle a également des rêves et des espoirs pour son avenir dont l'un consiste notamment à aider sa génération à mieux préserver l'environnement, raconte le PAM.

Grâce à des repas nutritifs du PAM qu'elle reçoit à l'école tous les jours, elle est en bonne santé et peut se concentrer sur ses études. Par conséquent, elle a de fortes chances de devenir une femme indépendante qui pourra bien gagner sa vie et nourrir sa famille. Bref, les repas scolaires alimentent son avenir.

Et tout comme Molly, il y a 10 millions d'autres filles adolescentes dans des pays démunis à travers le monde qui reçoivent, elles aussi, les repas scolaires du PAM. C'est un des moyens utilisés par le PAM pour aider les femmes de demain à réaliser ce que leur potentiel leur promet.

« Le PAM attache la plus grande importance à l'émancipation des femmes car elles sont l'arme la plus efficace pour prévenir et lutter contre la faim. Dans beaucoup de pays, les femmes constituent la majorité de la main d'œuvre agricole. Elles sont le pilier du système de production agricole. Les femmes jouent également un rôle clé pour nourrir les familles. L'expérience a montré que ce sont souvent des femmes qui s'assurent que les enfants aient à manger », explique l'agence onusienne.

RDC : la MONUSCO reçoit quatre hélicoptères militaires ukrainiens



Un hélicoptère ukrainien sur le tarmac de l'aéroport de Goma, en République démocratique du Congo. Photo MONUSCO

7 mars - Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a exprimé mercredi sa gratitude à l'Ukraine pour la mise à disposition de quatre hélicoptères d'attaque à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) en précisant que cette contribution renforcerait la capacité des Casques bleus à protéger les civils.

« La contribution ukrainienne aidera à renforcer la capacité de la mission à protéger les civils dans les zones où ils sont menacés par des groupes armés congolais ou étrangers. Cette contribution importante pourrait donc faire une différence dans la vie des personnes des communautés affectées », a déclaré M. Ladsous en ajoutant qu'il ne pouvait pas « exagérer l'importance de la contribution ukrainienne ».

M. Ladsous a remarqué que la MONUSCO est l'une des missions de maintien de la paix les plus difficiles et que le manque d'hélicoptères militaires a rendu le travail encore plus difficile.

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a rappelé que le Secrétaire général des Nations Unies

Ban Ki-moon et le Conseil de sécurité avaient à de multiples reprises exhorté les Etats membres à apporter des « multiplicateurs de la force » et particulièrement des hélicoptères militaires afin de pouvoir protéger les civils affectés par le conflit.

« Je suis très reconnaissant à l'Ukraine pour avoir généreusement répondu présent à ces appels. Cela est consistant avec le soutien ferme et de longue date de ce pays aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Je suis heureux d'annoncer que les quatre hélicoptères sont désormais en RDC, basés à l'est du pays », a indiqué M. Ladsous.

Selon la MONUSCO, l'Ukraine a également dépêché sur place un contingent de personnel militaire. L'ONU avait intensifié la recherche d'hélicoptères pour la MONUSCO après que l'Inde avait exprimé son intention de retirer ses hélicoptères de la mission.

Libye : la MANUL demande au Conseil de sécurité de poursuivre son soutien



Le Représentant spécial de l'ONU pour la Libye, Ian Martin. Photo ONU/Ryan Brown

7 mars - Le chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Ian Martin, a demandé mercredi au Conseil de sécurité de continuer à soutenir la Mission alors que l'année à venir est cruciale pour la nouvelle Libye.

« L'année à venir est l'une des plus importantes dans l'histoire libyenne », a dit M. Martin dans un exposé devant le Conseil de sécurité à New York, en présence du Premier ministre libyen, Abdurrahim El-Keib. Dans ce contexte, il a demandé au Conseil de proroger de 12 mois le mandat de la MANUL.

Les Libyens préparent notamment les élections de l'Assemblée nationale en juin 2011. Le soutien des Nations Unies pour organiser ces élections a commencé en 2011 et « il doit non seulement continuer mais être accru alors que nous nous approchons des élections », a dit le chef de la MANUL.

« Le rôle des Nations Unies doit être de soutenir leurs efforts, où et quand cela est nécessaire, d'une manière souple qui n'impose pas une lourde présence internationale », a-t-il ajouté.

Au cours de l'année à venir, la Mission des Nations Unies veut apporter un soutien aux efforts de réconciliation aux niveaux national et local, lorsque cela est requis. Elle compte aussi apporter des conseils techniques et stratégiques sur les questions de sécurité pour aider notamment à mettre en place une force de police professionnelle à travers le pays. La MANUL prévoit de soutenir les efforts des autorités libyennes pour lutter contre la prolifération des armes.

Selon Ian Martin, le rôle des Nations Unies sera aussi de garantir la mise en place de solides institutions garantissant le respect des droits de l'homme. La Mission insistera enfin sur l'autonomisation des femmes et la participation des jeunes au processus de transition démocratique.

« La MANUL maintiendra une présence légère, avec pour objectif d'apporter une expertise souple, réactive et de grande qualité pour soutenir la transition démocratique », a dit M. Martin.

Après l'élection d'un nouveau Président, le Yémen face à la tâche du redressement



Le Conseiller spécial de l'ONU sur le Yémen, Jamal Benomar.

7 mars - Suite à l'élection présidentielle réussie au Yémen en février, le pays doit poursuivre son processus de transition et s'occuper de la crise humanitaire et de la situation sécuritaire précaire, a estimé mercredi le Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur le Yémen, Javier Benomar.

Le 21 février dernier, les Yéménites ont élu leur nouveau Président, Abbed Rabbo Mansour al-Hadi. M. Benomar avait salué le taux de participation important. « La participation avait dépassé les attentes, surtout pour les jeunes. Le Président Hadi bénéficie maintenant d'un mandat fort pour compléter la transition », a-t-il déclaré mercredi à la presse à l'issue d'une

session à huis clos du Conseil de sécurité à New York.

M. Benomar qui vient d'effectuer une visite au Yémen a indiqué que la nouvelle phase du processus de transition commence avec de nombreux défis à relever. La Constitution doit être modifiée, ainsi que le système électoral avant l'organisation d'élections législatives au terme de la période de transition de deux ans.

Le Yémen fait face à une crise humanitaire qui s'aggrave alors que 6,8 millions de Yéménites sont confrontés à l'insécurité alimentaire et que 3 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire de toute urgence. M. Benomar a notamment rappelé que le Yémen a le plus fort taux de malnutrition chronique au monde après l'Afghanistan.